

CHERS PARRAINS, CHERES MARRAINES

La crise financière mondiale a des répercussions sur tous les pays, dans les caraïbes notamment Haïti. Si aucun mouvement de contestation n'y a été enregistré encore, tout porte à croire que les effets de l'inflation et de la cherté des produits de première nécessité particulièrement les aliments de base pourraient raviver les esprits, malgré la baisse du prix du carburant à la station.

Par ailleurs, le pays a organisé des élections partielles en avril dernier afin de renouveler le tiers du Sénat. Comme dans d'autres pays, ces moments sont porteurs de tension entre les partis politiques. Ainsi dans nos zones d'intervention les équipes de projets ont intensifié les séances de sensibilisation en organisant des réunions d'information, en diffusant dans les radios communautaires des émissions qui portent sur les droits et les devoirs des citoyens, la coexistence pacifique et la résolution de conflits. Autant de thèmes, qui pourraient contribuer à l'instauration d'un climat de paix et de dialogue dans ces zones.

La rentrée scolaire ou encore une hausse des prix des matériels scolaires et une crise en perspective

Comme chaque année, en l'absence d'une régulation du marché, les prix des fournitures classiques connaissent une hausse importante en particulier les manuels, les cahiers et les uniformes. C'est ainsi que les pressions exercées par les élus ont poussé l'Etat à subventionner certains matériels scolaires. Environ 2.500.000 titres (manuels) sont subventionnés à hauteur de 70%, 450.000 kits et 144.000 bourses scolaires sont prévus pour venir en aide aux enfants issus des familles démunies.

Parallèlement, les députés viennent d'amender la loi « Bastien » pour la régularisation des frais scolaires. Le suivi de l'application de celle-ci est un défi pour tout le pays¹. Dans un pays où l'offre scolaire est pourvue à 90% par le secteur non public (privés, congrégations religieuses, communautés), cette loi prévoit une diminution des charges de scolarisation des enfants pour les familles : le paiement des frais scolaires en monnaie locale (Gourde Haïtienne) et non en dollar américain (surtout à Port-au-Prince) ; L'augmentation des frais scolaires ne peut-être envisagée que tous les quatre ans et limitée à 10% ; les frais de réinscription et/ou de confirmation sont interdits... ; la création d'un Service du Contentieux où les usagers de l'éducation pourront porter plainte lorsque ces mesures ne seront pas appliquées.

Malgré ces efforts, l'Etat fait face au non paiement des arriérés de deux ans de salaire à plus de 4.000 enseignants et cadres de

l'éducation « les élèves risquent de ne pas trouver de professeurs si rien n'est fait pour régulariser la situation avant la réouverture des classes »² signalent les responsables des syndicats d'enseignants.

Chers Marraines et Parrains, dans les pages qui suivent, nos équipes vous racontent la vie des projets que vous soutenez ici : les activités phares du projet d'éducation citoyenne qui sera clôturé le 31 décembre 2009 ; les inaugurations des Ecoles_Cercles de qualité sur le projet d'appui à la décentralisation éducative ; le point sur les actions de sensibilisation à la veille de la saison des ouragans sur le projet post-urgence. La dernière page est consacrée à un petit recueil de dessins que les enfants victimes des cyclones de l'année dernière ont bien voulu réaliser pour vous.

Bonne lecture et à décembre 2009

. Des fonds sollicités en vue de faire retourner les enfants à l'école.

Suites aux dégâts causés par les trois cyclones sur les écoles, la direction d'Aide et Action Internationale avait sollicité du Conseil d'Administration un fonds d'urgence en vue d'accompagner le retour à l'école de quelques centaines d'enfants. Un montant de 70.000 euros a été octroyé au projet post-urgence qui en est à son deuxième trimestre d'exécution.

. Parrainage. Le programme Haïti compte 2.800 parrainages de projet. Nous envisageons l'expérimentation des parrainages individuels ou de classes début 2010, en particulier dans les zones transfrontalières Haïti-République Dominicaine

. Une visite de travail du Conseil d'Administration et de la Direction Générale d'Aide et Action Internationale.

La directrice générale internationale et le vice-président ont effectué une visite de travail dans la région (Haïti-République Dominicaine). En Haïti, la délégation a visité les localités frontalières d'Anse-à-Pitre et de Belladère. Dans cette dernière localité où Aide et Action intervient, deux réunions ont été organisées à l'école communautaire de Los Puertes et dans la localité de Cachiman.

A Cachiman, située à 1 km de la République Dominicaine, chaque matin des enfants haïtiens traversent la frontière pour aller à l'école Dominicaine. Au cours des débats, les communautés ont sollicité la construction d'une école pour retenir les tout-petits car, disent-elles, ils sont très souvent victimes d'accidents de circulation, sans oublier l'incidence des tensions sociopolitiques lors des rapatriements d'haïtiens vivant en République Dominicaine.

Pour Aide et Action International en Haïti : Alain Georges BANGOURA

¹ Source : Journal Le Matin du 2 Septembre 2009. www.lematinhaiti.com

² Journal Le Nouvelliste N°38153 du 3/9/2009: www.lenouvellistehaiti.com

Visite de partage des Groupes de Volontaires et d'Actions Civiques à Dessalines : Vers une communauté d'apprentissages en matière de citoyenneté

Une mission de partage d'expériences entre les Groupes de volontaires et d'actions civiques (GVAC) des communes de l'arrondissement de Lascahobas (Belladère, Savanette, Lascahobas) et la Fondessa a été organisée au cours du mois de juillet de cette année. Celle-ci est un des premiers partenaires locaux d'Aide et Action. Avec elle, Aide et Action a expérimenté un projet d'éducation citoyenne en 2004-2005 sur les GVAC et édité un livret à caractère pédagogique destiné aux écoles sur les sites touristiques.

Cette visite avait un caractère d'apprentissage pour les leaders des organisations de base de Lascahobas. Il s'agissait de leur faire voir le contexte d'émergence d'un tel mouvement orienté vers la pratique des valeurs de citoyenneté d'une part et d'autre part, de comprendre les types d'activités mis en route au sein des communautés par la Fondessa.

Naissance et rôle des Groupes de volontaires et d'actions civiques

Un partenaire d'Aide et Action, Monsieur P. CADESTIN, a expliqué les orientations des GVAC dans une société. «En tant que bénévoles d'actions civiques, ils vulgarisent le concept des droits de l'homme codifié par les Etats apparus avec la naissance de l'Organisation des Nations Unies. Ces droits sont prescrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les deux Pactes Internationaux : le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques et le Pacte International sur les Droits Sociaux, Culturels et Economiques et plusieurs autres conventions, y compris la Convention relative aux Droits de l'Enfant. En effet, le cadre d'action intégrée du plan d'action de l'enseignement des Droits de l'Homme indique les finalités d'une éducation pour la paix, les droits de l'homme et la démocratie. Il est dès lors important d'acquérir de nouvelles connaissances en ces matières; d'adopter de nouveaux comportements et de nouvelles attitudes.»

En tant que groupes d'appui à la résolution de conflits, les GVAC de Dessalines tirent leur mission dans l'histoire sociopolitique de l'Artibonite. Maître Osny, un des leaders de la Fondessa, explique : « l'origine des conflits terriens remonte en 1946 lorsque le Président D. Estimé décide de la mise en valeur des terres de la vallée de l'Artibonite. Dès lors, les petits exploitants autochtones qui vivaient d'une agriculture de subsistance ont vu leur domaine se réduire dans le cadre de la réforme agraire avec l'arrivée de grands exploitants dont l'Etat. Il s'en est suivi et jusqu'à présent des conflits violents entre petits et grands exploitants mais entre petits exploitants également avec l'effet de la surpopulation». L'appareil judiciaire étant très éloigné de la majorité des populations rurales, la Fondessa prône une justice

de proximité à travers les GVAC de la Commune de Dessalines. Présents dans les sections communales, ses représentants organisent mensuellement ou selon l'urgence, des focus groupes avec les paysans afin d'identifier les éventuels conflits et faire les premières médiations avant l'intervention de la Fondessa. Cette dernière en plus des médiations, organise des séances d'information et de formation pour les paysans sur le droit haïtien, la connaissance des procédures de recours en cas de conflits. Parallèlement, lorsque les situations sont résolues, elle fait un rapport pour la justice de paix de la commune

Echanges et co-apprentissage entre organisations locales



La visite d'échanges qui a duré trois jours a été mise à profit pour faire une présentation des activités des hôtes. Selon son coordonnateur, les GVAC de l'Arrondissement de Lascahobas sont des structures dont les missions sont centrées sur les questions d'éducation citoyenne et environnementale. "Dans un premier temps, nous avons été initiés aux techniques de fabrication de compost et de greffage pour contribuer à l'évacuation des déchets qui jonchaient les rues. Puis avec l'appui d'Aide et Action, nous avons réalisé un ensemble d'activités telles que: concours d'embellissement des quartiers urbains, campagne de prévention des risques et désastres naturels. Enfin, dès l'annonce de la saison cyclonique, nous avons reçu des appuis pour la réalisation d'une série d'émissions radiophoniques sur la problématique environnementale et la diffusion des messages préventifs au niveau des médias locaux. Aujourd'hui, le rôle des GVAC dans la communauté est beaucoup plus important notamment dans le travail avec les jeunes. Cette structure travaille, en appui aux autorités étatiques locales, pour sensibiliser la jeunesse aux questions de droits et devoirs dans les écoles, lors des fêtes patronales. Nous intensifions ces activités à l'approche des élections communales et communales. Nos membres sont impliqués dans un processus de résolution de conflits au sein de leur communauté".

Flash perspectives

. **Réalisation du bilan de fin de projet.** Le projet « éducation citoyenne » que vous parrainez et dans lequel s'inscrivent les activités ci-haut décrites, prendra fin en décembre 2009. Une enquête d'opinion sera réalisée bientôt pour comprendre le degré de satisfaction des acteurs locaux.

. **Vers un projet spécifique d'accompagnement des GVAC et gouvernements scolaires.** Le programme compte soumettre un nouveau projet de renforcement des GVAC et des gouvernements scolaires à d'autres bailleurs, en vue de s'assurer de la prise en compte de ces mécanismes de culture de la paix par l'Etat.



Los-Puertes avant

Accroître les capacités d'accueil des écoles et assurer une formation continue pour les maîtres, tels sont les objectifs de ce projet. « En inaugurant en ce mois de juin les trois écoles_cercle_de qualité de l'éducation dans chacune des communes de

l'arrondissement de Lascahobas, Aide et Action et l'Union Européenne ont réalisé le pari de favoriser la scolarisation de nouveaux élèves pour l'année scolaire 2009-2010 et d'offrir des classes décentes à plus de mille élèves. » tels étaient les propos des autorités éducatives lors de la remise des clés des écoles aux maires et comités de parents des écoles communautaires bénéficiaires.

Rappelons, en l'absence d'une intervention de l'Etat, les communautés s'unissent pour créer des écoles, le plus souvent précaires, en vue de scolariser leurs enfants. Très fréquemment, ce sont les filles et fils de la localité, qui n'ont pas terminé leurs études classiques qui y enseignent. Ces écoles ne bénéficient généralement pas de subventions étatiques et l'inspecteur scolaire ne les visite que rarement. Face à cette situation, Aide et Action, se donne comme défi d'accompagner ces écoles vers la qualité, en déployant une démarche d'implication des autorités éducatives à tous les niveaux. C'est dans ce cadre que se situe l'appui à ces écoles.

Chacune des écoles inaugurées les 8 et 9 juin comporte six salles de classe aérées et équipées de cent deux tables bancs, six armoires, six bureaux et six chaises pour enseignants et six tableaux d'une part et d'autre part, un salle de direction équipée d'une table et de huit chaises de réunion, un bureau et une chaise pour le directeur et une armoire. Y est adossée également une salle polyvalente d'informatique et de formation équipée de trois ordinateurs et d'accès internet, treize chaises, quatre tables et un tableau pour soutenir les formations et l'ouverture des enseignants aux nouveaux savoirs ; cette salle est alimentée en électricité par un panneau solaire. Chacune des réalisations a également un bloc latrine sèche de quatre cabines. Ces écoles vont accueillir chaque année plus de 900 élèves.

Lors de l'inauguration, plusieurs personnalités du milieu éducatif ont manifesté leur reconnaissance à travers leurs discours. Voici les propos de la première ministre du gouvernement scolaire de Los Puertes : « *Kòm lekòl nou te gen anvan te tou pre lapli ak pousyè machin k'ap pase yo, anpil moun nan kominote a te konn di : Kiyès ki pral voye pitit yo vin ranmase pousyè pou yo al etidye lakay yo ?* »³

Le directeur départemental de l'éducation dans son discours de la première journée a souligné : « ce bâtiment scolaire qu'Aide et Action internationale en partenariat avec l'Union Européenne vous offre est le fruit de votre dur labeur. Aide et Action Internationale ne fait que vous appuyer dans vos démarches. Cette école vous appartient et il est de votre devoir de l'entretenir, de participer dans la vie scolaire en relation avec les enseignants et les autres parties prenantes ».

Pour Mme Degoussencourt de l'Union Européenne : « cette réalisation s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme d'appui de l'Union Européenne à l'Etat. Aussi cette réalisation n'est qu'un début car, la qualité des apprentissages nécessite la formation des maîtres et l'amélioration de leur condition de vie et de travail ».

³ Etant donné que notre école se trouvait au bord de la route, ensuite n'étant pas protégée contre la pluie et la poussière des véhicules qui passaient, les gens de la communauté nous disaient souvent: "qui va envoyer son enfant à une école pareille où il va consommer de la poussière?"

A propos de l'Ecole_Cercle de Qualité

Le projet dans lequel s'inscrit cette approche touche 20 écoles. Ces écoles sont constituées en trois sous-réseaux dans un rayon de 2 km maximum : 7 dans la commune de Lascahobas regroupées autour de l'école siège de Loncy, 7 à Savanette regroupées autour de l'école siège de Savanette, 6 à Belladère regroupées autour de Los-Puertes. Ce principe de regroupement a un triple défi dans un environnement de rareté de ressources et de subventions.

D'abord, la mutualisation des supports d'apprentissages. Il s'agit d'améliorer l'état physique de l'école siège et de l'équiper en ressources pédagogiques modernes au profit des 6 ou 7 écoles satellites. Elle accueille les stages de formations des maîtres et, avec sa salle polyvalente d'informatique, elle fournit des supports nécessaires aux formations à distance des maîtres.

Ensuite la mutualisation des compétences. Chaque enseignant du réseau doit avoir son bilan de compétences avec ses atouts et ses besoins de formation. Lorsque, parmi les maîtres du sous-réseau, une compétence est avérée certifiée par la direction de la formation et du perfectionnement, ceux-ci sont autorisés à assurer les formations pour les pairs.

Egalement lorsque le besoin de formation ne peut être satisfait par le sous-réseau, ce sont ces maîtres dont le bilan de compétence affiche une bonne moyenne qui sont formés. Puis lors des journées pédagogiques de chaque-sous-réseau, ces personnes ressources sont chargées de la duplication des formations pour leurs pairs.

Il est à noter que ces formations sont réalisées avec la supervision des cadres de l'éducation qui ont la charge de certifier les maîtres.

Enfin, c'est un espace de gestion de proximité. Chacun des trois sous-réseaux met en place son conseil d'école élargi, composé des comités de parents et des gouvernements scolaires de chaque école. A ce niveau, ces entités réalisent leurs projets d'écoles qui, intègrent les activités des parents (formation en gestion de proximité, activités génératrices de revenus) et des élèves (activités culturelles, concours de génie, découverte pédagogique ...).



Los-Puertes: Après

Flash perspectives

. **Fonds de livres et autres ressources pédagogiques.** 6.756 manuels scolaires pour les élèves et les maîtres vont être remis aux trois écoles-sièges à la rentrée scolaire ; 360 Planches pédagogiques ; 60 jeux d'instruments géométriques à usage collectif (règles, équerres, compas, rapporteurs...); 60 globes terrestres et des Kits d'assainissement.

. **Démarrage des formations des maîtres.** Des tests de niveau viennent d'être administrés à près de 100 enseignants. Les plans de formation sont en validation au Ministère de l'Education. Les premières formations ont été réalisées au cours de la semaine du 17-22 Aout 2009.

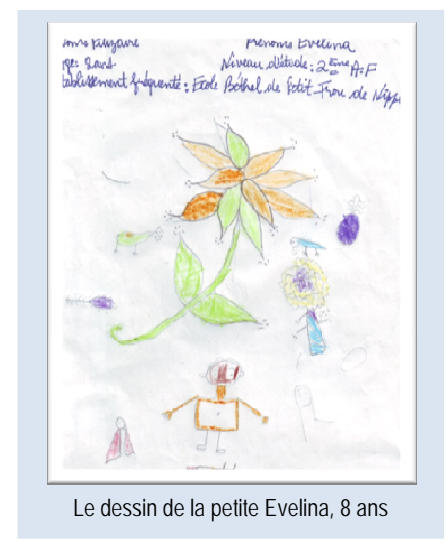
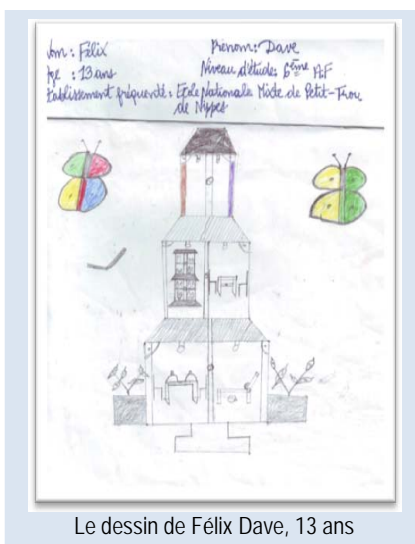
Sensibilisation des communautés à la prévention des risques et désastres naturels : se préparer à la veille de la saison cyclonique

En prélude à la saison cyclonique, trois séances de formation de trois jours chacune ont été réalisées pour les acteurs locaux, à savoir : les membres des Comités communaux de prévention des risques, les élus locaux (maires et CASECs⁴), les leaders d'organisations de base, les représentants des radios communautaires. Au total, ce sont 450 personnes qui ont suivi des formations portant sur : les risques et désastres naturels (partie 1) ; l'urgence en éducation : quelles actions développer ; la cartographie des zones à risques (partie 1). Signalons que les comités sont mis en place par arrêté du MICT⁵ et ont pour missions de démultiplier les formations, d'organiser les séances de sensibilisation (diffusion d'émissions radiophoniques, visites de sensibilisation dans les familles, etc.) et d'apporter les premiers secours. Ils sont composés des maires, des ASECs⁶ et des représentants des organisations œuvrant dans la protection de l'environnement.

Après ces formations, l'équipe du projet a appuyé ces comités dans la préparation des affiches et banderoles indiquant les zones à risques, les comportements à adopter lors des passages des ouragans. Pour appuyer cette initiative, des émissions radiophoniques sont conçues avec ces comités et en cours de diffusion sur les radios communautaires

Sur la base de demandes remontées par les deux comités communaux et validées par les mairies de Gros-Morne et Petit-Trou des Nippes, le projet a acquis et distribué des matériels de premiers secours qui sont : les petits outillages de curage (pelles, brouettes, pioches, etc.) et de petits matériels de premiers secours (brancards, casques, trousse de petits soins, etc.).

Nous reviendrons sur le volet de soutien aux familles et enfants sinistrés dans la prochaine lettre. En attendant, dans la vingtaine de dessins que les enfants de Petit-Trou des Nippes (Ecole de Raymond) ont réalisés pour vous, voici un extrait de quatre que nous avons scannés. Excusez-nous pour la qualité.



Flash perspectives

. **Identification de plus de 700 enfants devant bénéficier d'appuis scolaires.** Retenus sur la base de critères de vulnérabilité des familles, ces enfants vont bénéficier pour l'année scolaire 2009-2010 d'une prise en charge totale, par le projet, dès la rentrée d'octobre 2009 (manuels scolaires, frais scolaire, suivis pédagogiques).

. **Vers une cartographie des zones à risque dans les communes de Gros-Morne et de Petit-Trou des Nippes.** Avec l'appui d'une 'expert de l'Université Quisqueya il s'agissait d'amener les participants à mieux comprendre leur environnement physique. Les séances pratiques ont ainsi permis de réaliser des cartes communales. D'une part pour identifier les localités et zones à risques où sont fréquemment enregistrées des inondations, des glissements de terrain, des éboulements. Et d'autre part, identifier des zones « sèches », c'est-à-dire les localités, les édifices publics et autres infrastructures pouvant servir d'abris provisoires en cas de désastre. Ces cartes vont être rapprochées avec les cartes spatiales de l'Institut Haïtien de Statistiques et d'information pour s'assurer que toutes les zones à risques ont été identifiées avant vulgarisation et diffusion au sein des communes et les radios communautaires. Ces cartes sont comme des guides qui indiquent aux habitants des espaces à ne pas occuper et les espaces où s'abriter en cas de catastrophes naturelles.

. **Vers un projet d'éducation environnementale.** Ce projet post-urgence finissant en décembre 2009, nous voulons l'inscrire dans une démarche durable d'éducation citoyenne à la protection et à la préservation de l'environnement des janvier 2010.

⁴ Conseil d'Administration des Sections Communales

⁵ Ministère de l'intérieur et des collectivités territoriales

⁶ Assemblées des sections communales

